

PROGRAMME ASIE

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR LA PUISSANCE CHINOISE

PAR XAVIER SEURRE

ANALYSTE GÉOPOLITIQUE SUR LA ZONE ASIE PACIFIQUE
ET L'ÉMERGENCE DES TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION EN CHINE

FÉVRIER 2020

ASIA FOCUS #132

L' intelligence artificielle est aujourd'hui, de par les inquiétudes qu'elle suscite, l'objet d'une fascination qui ne concerne plus seulement la sphère purement scientifique, mais également celle des relations internationales. Cette technologie, héritière de la cybernétique et des sciences mathématiques, informatiques et physiques, pourrait se définir comme un ensemble de techniques et de technologies offrant une forme d'autonomie et de capacité de prédiction à la machine, même s'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de définition consensuelle de la part d'une communauté scientifique divisée sur le sujet. Pourtant, l'intelligence artificielle, désormais bien présente dans nos vies quotidiennes, devient aujourd'hui un enjeu politique, social, mais également un sujet de questionnement éthique, voire philosophique. Pour preuve, le diplomate Henri Kissinger, artisan du rapprochement sino-américain dans les années 1970, faisait part récemment de ses inquiétudes quant à un développement non éthique de l'intelligence artificielle par certains États¹.

De fait, l'intelligence artificielle est, depuis peu, l'objet d'une compétition mondiale entre grandes puissances². Les deux premières puissances mondiales, les États-Unis et la Chine, en sont les principales concurrentes puisqu'elles seules disposent de réels moyens de développement de cette technologie qu'elles considèrent comme stratégique. L'IA devient alors un défi technologique tout comme un enjeu stratégique au cœur de la rivalité sino-américaine, à l'heure où le parti-État chinois a formulé le vœu, depuis 2017, de se poser en futur leader dans le domaine des technologies de l'information, avec pour objectif de supplanter la suprématie technologique des États-Unis qui perdure depuis la Seconde Guerre mondiale.

En République Populaire de Chine, les travaux de Qiao Liang et Wang Xiangsui, auteurs de « La guerre hors limites », ont poussé les dirigeants chinois à considérer le domaine des

¹ KISSINGER Henry, « How the Enlightenment Ends », *The Atlantic*, juin 2018, <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2018/06/henry-kissinger-ai-could-mean-the-end-of-human-history/559124/>, consulté le 8 mai 2019

² THIBOUT Charles. « La compétition mondiale de l'intelligence artificielle », *Pouvoirs*, vol. 170, no. 3, 2019, pp. 131-142.

technologies de l'information et des communications comme un moyen asymétrique de concurrencer l'hyperpuissance américaine, inégalable sur le plan purement militaire. Les dirigeants chinois, de Deng Xiaoping à Hu Jintao, ont ainsi jeté les bases du développement de tout un spectre de moyens non conventionnels ayant pour objectifs de parfaire la puissance chinoise et d'affaiblir en parallèle la puissance américaine. L'intelligence artificielle, qui revient aujourd'hui au premier plan grâce à des progrès techniques significatifs réalisés ces dernières décennies³, se fonde parfaitement dans cette stratégie de guerre asymétrique entre une Chine réémergente et les États-Unis.

Le développement de l'intelligence artificielle a déjà des conséquences observables dans le champ des relations internationales et de la géopolitique. Par exemple, l'ascension fulgurante de l'entreprise chinoise Huawei dans le domaine du réseau de cinquième génération (5G) a convaincu Washington de prendre des mesures de sanction à l'encontre de l'entreprise chinoise, accusée d'être un outil d'influence du parti-État chinois. Dans cette logique, l'intelligence artificielle et les infrastructures de réseaux qui en dépendent, mais aussi les données et les outils pouvant les traiter, deviennent un enjeu de souveraineté et de puissance pour les États, les firmes internationales et autres acteurs non étatiques. Côté chinois, l'intelligence artificielle est l'objet d'une réelle stratégie étatique visant à coordonner l'action des forces politiques, économiques, sociales et militaires du pays dans le but d'effectuer une percée prochaine dans le domaine de l'IA. Dans ce contexte, il s'agit de comprendre dans quelle mesure l'intelligence artificielle participe à la modification de l'équilibre des forces sino-américaines, compte tenu de l'émergence actuelle du secteur numérique chinois, tout en nous interrogeant sur les visées stratégiques du développement des technologies de l'intelligence artificielle en Chine.

Sous la présidence de Xi Jinping, l'intelligence artificielle devient une technologie au service du parti-État chinois, car son développement pourrait parfaire trois éléments stabilisateurs du régime en place, à savoir la surveillance, la croissance et la puissance. Sur le plan de la politique internationale, l'intelligence artificielle est également un moyen de contester la suprématie technologique des États-Unis. En effet, l'intelligence artificielle

³ Les progrès majeurs réalisés notamment dans les domaines du *deep learning* et du *machine learning* sont rendus possibles par l'émergence du *Big Data*, c'est-à-dire l'analyse et le traitement de données massives.

possède une dualité stratégique puisqu'elle permet de renforcer à la fois le *hard power* et le *soft power* chinois. En conséquence, il existe aujourd'hui une course aux technologies de l'information entre Pékin et Washington et leurs entreprises numériques respectives. L'entreprise chinoise Huawei en est, nous le verrons, une parfaite illustration puisqu'elle se retrouve désormais au cœur des tensions sino-américaines.

UN ENCADREMENT ÉTATIQUE POUR UNE TECHNOLOGIE STRATÉGIQUE

Par la mise en place d'une politique de souveraineté et de protectionnisme dans le domaine du numérique et du cyberspace, l'État chinois, devenu un acteur majeur et incontournable dans ces domaines⁴, bénéficie aujourd'hui d'une situation stratégique avantageuse dans le développement de l'intelligence artificielle. Face aux conditions contraignantes instituées par l'État central chinois, les puissantes firmes numériques américaines, les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) ont globalement échoué à pénétrer le marché chinois. En conséquence, l'État chinois a soutenu dans les années 1980 et 1990, des entreprises privées chinoises dans le domaine technologique et numérique que l'on dénomme les BHATX, acronyme permettant de regrouper les cinq entreprises majeures dans le domaine numérique que sont : Baidu (moteur de recherche), Huawei (télécommunications et téléphonie), Alibaba (commerce sur Internet), Tencent (messagerie et jeux vidéo en ligne) et Xiaomi (téléphonie). Ces firmes technologiques chinoises qui montent en puissance sont celles qui développent aujourd'hui l'intelligence artificielle de manière exponentielle. Les BHATX, qui ont les mêmes objectifs stratégiques que le PCC, deviennent alors de véritables outils géoéconomiques pour le pouvoir central qui souhaite faire de la Chine la future puissance dominante dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Le rôle moteur du parti-État chinois dans la mise en place d'un écosystème favorable au développement de l'IA

⁴ MENEUT Emmanuel, « Le cyberspace et le nationalisme chinois : le levier d'une grande puissance numérique » dans *Asia Focus*, février 2017.

En rupture avec la prudence diplomatique de Deng Xiaoping, l'actuel président chinois Xi Jinping travaille à un retour de la Chine au-devant de la scène internationale en tant que puissance incontestable. Pour ce faire, le président Xi compte se servir du développement de l'intelligence artificielle. Ainsi, l'objectif serait de créer un vaste complexe militaro-industriel, sur le modèle de la DARPA⁵, visant à faire de la Chine un futur centre d'innovation en intelligence artificielle. Pour cela, le parti-État joue un rôle primordial dans la constitution d'un écosystème économique, juridique et politique favorable à de potentielles ruptures technologiques dans le domaine de l'IA.

Ainsi donc, la Chine de Xi se rêve en « superpuissance de l'intelligence artificielle⁶ », notamment depuis la défaite, en 2016, du champion mondial de go Lee Sedol contre l'IA *AlphaGo* développée par la société *DeepMind*⁷. Symboliquement, cette défaite de l'esprit tactique asiatique contre la machine occidentale, vécue par les élites chinoises comme un véritable « moment Spoutnik⁸ », aurait donc été un élément déclencheur pour l'État chinois dans sa volonté de développer l'intelligence artificielle à travers une ambitieuse stratégie nationale prenant la forme d'un plan de planification.

Publié en juillet 2017 par le Conseil des affaires d'État chinois, le « Plan de développement d'une prochaine génération de l'intelligence artificielle », qui relève officiellement de l'autorité du Ministère de la Science et de la Technologie, dévoile les moyens que se donne Pékin afin de parvenir à ses fins en matière d'intelligence artificielle. Au travers de ce plan, dans lequel le Premier ministre chinois Li Keqiang définit l'intelligence artificielle comme « une technologie stratégique⁹ », la Chine se met au défi de devenir le leader mondial du marché de l'intelligence artificielle à l'horizon 2030. Le pays se donne également les moyens financiers pour atteindre ses objectifs puisque sur l'année 2019-2020, il y aurait déjà 70 milliards de dollars investis au total¹⁰. À titre comparatif, l'État fédéral américain

⁵ La Defense Advanced Research Projects Agency, est à l'origine de la création d'Internet.

⁶ LEE Kai-Fu, *AI Superpowers, China, Silicon Valley and the New World Order*, New York, Houghton Mifflin Harcourt Publishing Company, 2018

⁷ Filiale britannique de l'entreprise américaine Google (Alphabet)

⁸ Ibid. p.10

⁹ « Plan de développement pour la prochaine génération de l'intelligence artificielle », 20 juillet 2017, traduction en anglais : <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2017/07/20/a-next-generation-artificial-intelligence-development-plan/>, consulté le 10 juin 2019.

¹⁰ THIBOUT Charles. « La compétition mondiale de l'intelligence artificielle », *Pouvoirs*, vol. 170, no. 3, 2019, pp. 131-142.

n'a débloqué que 11 milliards de dollars pour la recherche sur l'intelligence artificielle depuis 2018.

Une stratégie nationale qui mobilise toutes les strates de la société chinoise

Le parti-État chinois, et l'Armée populaire de Libération (APL) deviennent alors la colonne vertébrale de cet écosystème en mobilisant tous les acteurs économiques, institutionnels, politiques du pays dans le but d'atteindre les objectifs du Plan 2017. Ce plan prévoit en outre une configuration verticale dans lequel les entreprises sont semblables à des exécutants du parti-État.

Les entités du Parti communiste chinois et la Commission militaire centrale coordonnent ainsi le développement de l'intelligence artificielle, en donnant les grandes orientations stratégiques à suivre, notamment pour les BHATX et les universités. Pour preuve, les autorités centrales chinoises ont désigné, en 2017, des champions nationaux pour l'aider à s'imposer dans l'intelligence artificielle ¹¹: Alibaba (e-commerce), Baidu (moteur de recherche), Tencent (jeux vidéo et messagerie) et iFlytek (reconnaissance vocale), auxquels se joindront d'autres entreprises. À la tête de ces entités, il y a presque toujours des membres du Parti communiste chinois, souvent haut placés et facilement contrôlables. Sous une apparence de parrainage des autorités publiques chinoises, ces entreprises sous contrôle se doivent de développer les technologies de l'intelligence artificielle au profit de l'État. On retrouve bien cette configuration entre État-APL, entreprises privées et individus que le chercheur Charles Thibout qualifie de « complexe techno-partidaire¹² ». L'objectif de ce complexe est de créer la prochaine innovation majeure dans l'IA par la rencontre entre les institutions étatiques et militaires avec les entités économiques et le milieu universitaire comme pour la création, jadis, de l'Internet. Cet écosystème vise à accélérer le développement de l'IA afin de mettre en place des applications de l'intelligence artificielle à usage dual, c'est à dire civil et militaire, sur une idée de « fusion civilo-militaire », développée par le président Xi Jinping lui-même.

¹¹ JING Meng, « Here's what China is doing to boost its artificial intelligence capabilities », *South China Morning Post*, 10 mai 2018, <https://www.scmp.com/tech/science-research/article/2145568/can-trumps-ai-summit-match-chinas-ambitious-strategic-plan>, consulté le 12 mai 2019.

¹² THIBOUT Charles. « La compétition mondiale de l'intelligence artificielle », *Pouvoirs*, vol. 170, no. 3, 2019, pp. 131-142.

Lee Kai-Fu, spécialiste de l'intelligence artificielle chinoise, rappelle que la Chine bénéficie de quatre piliers fondamentaux qui pourraient accélérer la recherche en intelligence artificielle. Le premier étant la possession d'une abondance de données, mine d'or stratégique tant pour les entreprises que pour l'État, le dernier obligeant celles-ci à transférer leurs données. La Chine aurait donc intelligemment « construit la première réserve stratégique de données dans le monde¹³ », lui permettant ainsi de bénéficier d'un avantage important dans le développement de l'IA. La société chinoise bénéficie également d'entrepreneurs qualifiés et d'experts scientifiques qui en constituent deux autres piliers. Enfin, les entreprises peuvent s'appuyer sur un fort volontarisme politique en matière de développement de l'IA.

Sur le plan financier et économique, le soutien étatique pour le développement de l'IA se manifeste également par des incitations fiscales ainsi que des facilitations de prêts accordées par les banques publiques chinoises aux entreprises qui développent l'IA. L'impulsion étatique est également relayée par les autorités locales. Ainsi, le forum Big Data, organisé chaque année par la ville de Guiyang, désignée par le pouvoir central comme la future ville de l'intelligence artificielle en Chine, offre un bel exemple de ce volontarisme étatique relayé par les municipalités ou les provinces qui tentent d'attirer les investissements en matière d'intelligence artificielle. Pour la municipalité de Guiyang, ce forum est essentiel puisqu'il permet de désenclaver et de développer l'économie d'une des régions les plus pauvres du pays. Les initiatives à échelle locale foisonnent et les collectivités locales chinoises investissent désormais dans des centres de recherche ou des parcs de développement afin d'attirer les entreprises chinoises comme le montre le quartier de Zhongguancun à Pékin.

L'IA ET SES TROIS ENJEUX STRATÉGIQUES POUR LE PARTI-ÉTAT CHINOIS : SURVEILLANCE, CROISSANCE ET PUISSANCE

Les investissements du parti-État dans l'intelligence artificielle se fondent dans trois priorités essentielles à la stabilité et au rayonnement du régime chinois en place, à savoir

¹³ « Secure 5G : The Eisenhower National Highway System for the Information Age », National Security Council of the United States of America, <https://docs.house.gov/meetings/IF/IF16/20180130/106810/HHRG-115-IF16-20180130-SD1011-U1011.pdf>, 2017, consulté en mai 2019

la surveillance et le contrôle social, le maintien d'une croissance économique forte ainsi que la volonté de renforcer la puissance chinoise.

L'IA, clé de voûte d'un système de surveillance généralisé

Sous Xi Jinping, l'intelligence artificielle devient un outil de contrôle pour surveiller les déviants de toutes sortes puisque cette technologie offre à l'État chinois des moyens techniques hors-normes pour affermir son contrôle social et politique sur la société chinoise. L'intelligence artificielle assiste déjà les autorités publiques de certaines provinces chinoises dans la prévention de risques terroristes et sécuritaires majeurs. Actuellement, la région autonome du Xinjiang serait déjà un laboratoire d'expérimentation de toutes ces technologies de surveillance dans le cadre d'une vaste politique antiterroriste qui vise les minorités ouïgoures et kazakhes.

Dans cette logique de contrôle politico-social, essentielle à la stabilité du régime actuel, les entreprises technologiques chinoises développent des techniques de surveillance de plus en plus sophistiquées. Pour exemple, l'entreprise FaceAll développe des algorithmes qui permettent d'effectuer de la reconnaissance faciale avec 99 % de précision. De la même manière, l'entreprise Watrix a créé un système de reconnaissance de démarche ; la caméra peut identifier un individu et lui prédire un comportement potentiellement dangereux rien qu'en analysant sa façon de marcher. Toutes deux travaillent étroitement avec les services de sécurité, l'État étant leur principal client. Dans ce système de surveillance généralisée, l'environnement juridique qui oblige les entreprises privées à transférer leurs données vers l'État depuis une loi datant de 2017 fait des grandes et plus petites firmes technologiques chinoises les petites mains d'un système de surveillance contrôlé par l'État. Ce dernier, s'il centralise les données récoltées par les entreprises chinoises, disposerait alors d'un faisceau d'informations très précises sur le comportement et les aspects de la vie privée de chaque individu. En complément de ce dispositif technique, la Chine souhaite également créer un système de notation général de ses citoyens par les autorités centrales et locales. Ce système de notation appelé « système de crédit social – *shehui xinyong tixi* », qui est actuellement testé dans 43 villes pilotes et 12 villes modèles, sera généralisé courant 2020 à l'ensemble de la population. Il pourrait

s'appuyer rapidement sur le *Big Data* et l'intelligence artificielle pour attribuer des notes aux citoyens, notamment dans les grandes villes. Ainsi donc, la surveillance généralisée s'est donc considérablement améliorée grâce aux efforts des entreprises chinoises et de l'État en matière d'IA.

L'intelligence artificielle, source de prospérité économique

L'enjeu de l'intelligence artificielle a été élevé au rang de priorité nationale par le gouvernement, car c'est aussi une source de croissance et de prospérité. Dans le plan de juillet 2017, le gouvernement estime que le marché de l'intelligence artificielle concernera 150 milliards de yuans en 2020, un trillion de yuans en 2025, dix trillions de yuans en 2030¹⁴. Le spécialiste du cyberspace et de l'énergie, Nicolas Mazzucchi, rappelle que l'ensemble de l'économie fonctionnera bientôt autour des données, ce qui justifie alors l'espoir que place le parti-État dans ses investissements et dans les entreprises qui développent l'intelligence artificielle. Pékin investit donc dans un secteur qui est déjà en train de révolutionner les domaines de l'énergie, des transports, de la sécurité, de la santé et bien d'autres. Certaines entreprises chinoises dans ces domaines clés sont déjà à la pointe de l'innovation. On peut citer par exemple les entreprises DJI, leader mondial dans le secteur des drones ou encore Hikvision dans le domaine de la vidéosurveillance. Lee Kai-Fu rajoute que si la donnée est le pétrole du XXI^e siècle, alors la Chine serait potentiellement la nouvelle Arabie Saoudite.

Le président chinois actuel a également pour principal défi de reconvertir l'économie chinoise sur le long terme. Grâce au développement de l'IA, l'économie chinoise, aujourd'hui basée sur l'exportation de produits à faible ou moyenne valeur, pourrait alors passer à une économie tirée par l'innovation. En somme, le président Xi pourrait compter sur l'intelligence artificielle pour réussir le passage du « made in China » au « made by China » pour l'année 2025¹⁵. Cette transition ayant pour objectif principal de ne plus être dépendant des technologies occidentales. Le développement des technologies relatives à l'intelligence artificielle permettrait donc cette transformation, à l'heure où la croissance

¹⁴ JING Meng, « Here's what China is doing to boost its artificial intelligence capabilities » dans South China Morning Post, 10 mai 2018, <https://www.scmp.com/tech/science-research/article/2145568/can-trumps-ai-summit-match-chinas-ambitious-strategic-plan>.

¹⁵ Selon les directives du Plan Made in China 2025 publié en 2016.

ralentirait et stagnerait autour de 6 % dans un pays où cette même croissance est garante de la stabilité politico-sociale. Les acteurs économiques et politiques chinois sont mobilisés par le levier du nationalisme, mais également par le contrôle qu'exerce le parti-État sur les entités économiques du pays. En conséquence, Lee Kai-Fu rajoute qu'il se développe actuellement une véritable fièvre de l'intelligence artificielle dans le milieu des affaires chinois¹⁶. Ces éléments montrent donc quelques signaux positifs quant à la réussite de la stratégie nationale chinoise dans le domaine de l'IA dont l'objectif global est également de supplanter la puissance économique américaine sur les technologies de pointe.

L'IA : un outil de puissance fongible dans le soft power et le hard power chinois

Considérée par Pékin comme un moyen de parfaire sa puissance, l'IA possède une dualité stratégique qui permet à la Chine de se renforcer dans le domaine du *hard power* et du cyberspace tout en améliorant l'image de son pays, au travers de son *soft power*.

L'IA et le militaire : la naissance d'un hard power autonome ?

Sur le plan du *hard power*, que l'on considère comme la capacité d'un État à imposer à une autre entité sa volonté par la coercition¹⁷, la maîtrise de l'intelligence artificielle ouvre en effet la voie à la possibilité de créer de nouvelles capacités de commandement, d'entraînement et de déploiement des forces armées tout en améliorant l'efficacité, la vitesse et la précision d'armements nouveaux. Ainsi, lors de son discours au 19e Congrès national du Parti en 2017, Xi Jinping a annoncé vouloir « moderniser son armée » et la rendre « plus intelligente¹⁸ ». Pour ce faire, le Parti a par exemple créé une Commission centrale pour le développement militaire et civil intégré, présidée par Xi lui-même, ainsi qu'une Commission d'orientation de la recherche scientifique militaire par la Commission militaire centrale. Ces deux entités, créées en 2017, marquent la volonté de faire de l'intelligence artificielle un enjeu militaire. Les militaires chinois ont la volonté de développer des Systèmes d'Armes Létales Autonomes (SALA) qui permettraient, dans un

¹⁶ LEE Kai-Fu, *AI Superpowers, China, Silicon Valley and the New World Order*, New York, Houghton Mifflin Harcourt Publishing Company, 2018, p. 43.

¹⁷ Selon la définition de Morgenthau et des réalistes.

¹⁸ « Plan de développement pour la prochaine génération de l'intelligence artificielle », 20 juillet 2017, traduction en anglais : <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2017/07/20/a-next-generation-artificial-intelligence-development-plan/>, consulté le 10 juin 2019.

futur proche, de réduire le coût de la guerre ainsi que les pertes humaines tout en augmentant l'efficacité d'armements nouveaux. Du côté de Pékin, la volonté de développer des armements autonomes semble donc être sans limites à en croire la propagande technologique relayée au travers de la presse chinoise par les journaux officiels tels que le *Quotidien du Peuple* ou le *South China Morning Post*¹⁹. Si l'on en croit cette propagande médiatique, l'armée chinoise développerait actuellement des drones furtifs tels que le « Ziyan's Blowfish », mais aussi des véhicules terrestres autonomes, des tanks de combat autonomes, des sous-marins autonomes. Ainsi, Noel Sharkey, professeur émérite en intelligence artificielle à l'Université Sheffield et membre du comité international du contrôle des armes robotiques, affirme qu'il y a désormais « une course, entre grandes puissances technologies, pour le développement de sous-marins, chasseurs, bateaux et tanks de combats autonomes²⁰ ». Dans un contexte qui s'oriente vers une autonomisation du champ de bataille, la Chine souhaite surpasser le rival américain dans le domaine de l'IA appliquée au volet militaire.

Dans le domaine du cyberspace, le développement de technologies autour de l'intelligence artificielle devient un enjeu majeur. Pour le spécialiste du cyberspace, Emmanuel Meneut, l'apparition de cyberarmes conjuguée à l'usage de l'intelligence artificielle constitue une rupture technologique aussi importante que le nucléaire, car elle induirait une rupture « d'ordre tactique, stratégique, géopolitique²¹ ». Côté chinois, les auteurs de « La guerre hors limites » rappelaient que « un seul krach boursier (...), une seule invasion par un virus informatique, une simple rumeur ou un simple scandale provoquant une fluctuation du taux de change du pays ennemi ou exposant les dirigeants d'un pays sur Internet, toutes ces actions peuvent être rangées dans la catégorie des armements de conception nouvelle²² ». Ces deux auteurs démontraient ainsi que la maîtrise du cyberspace et des technologies de l'information représentait un moyen asymétrique d'affaiblir un ennemi. Le développement de l'intelligence artificielle comme un armement de type nouveau dans le champ du cyberspace prend alors tout son sens.

¹⁹ racheté par Alibaba en 2005, l'entreprise étant l'une des plus impliquées dans le développement de l'intelligence artificielle.

²⁰ "It is not science fiction" : AI experts warn of new global arms race for killer robots, call for ban", in *The Guardian*, 13 novembre 2017, <https://www.scmp.com/news/world/united-states-canada/article/2119580/it-not-science-fiction-ai-experts-warn-new-global>, consulté le 30 juin 2019

²¹ MENEUT Emmanuel, « Le cyberspace et le nationalisme chinois : les leviers d'une puissance numérique », in *Asia Focus*, IRIS, n°17, Février 2017.

²² QIAO Liang & WANG Xiangsui, *La guerre hors limites*, Paris, Rivages, 2003

Les algorithmes peuvent potentiellement améliorer les capacités de l'État chinois, très actif dans le domaine du cyberspace, sur le plan de la subversion, du sabotage et de l'espionnage, dans le domaine informationnel. Sur le renseignement technique par exemple, l'intelligence artificielle peut concrètement améliorer la collecte et l'interception de renseignements et, in fine, renforcer le cycle de renseignement des services de sécurité chinois. Avec l'arrivée de l'Internet des Objets, l'intelligence artificielle concerne également la sûreté des objets connectés, fabriqués majoritairement dans les usines chinoises.

En somme, le cyberspace et l'intelligence artificielle, utilisés comme compléments importants du *hard power* peuvent grandement améliorer le potentiel déstabilisateur de l'État chinois que ce soit dans le domaine informationnel ou le domaine purement militaire.

L'IA : une source de soft power pour le parti-État

Reconnaissant l'importance du concept de *soft power* développé par Joseph Nye sur le sujet, le parti-État chinois s'est beaucoup investi dans ce que l'on considère comme une nouvelle forme de puissance qui se manifeste par la capacité d'attrait, d'influence d'un État sur un autre sans user de la coercition²³. Pour le régime chinois, l'enjeu était de redorer l'image du régime après les événements de Tiananmen (1989). Sous Xi Jinping, le rêve de devenir une puissance dans le domaine de la technologie et de l'intelligence artificielle se fonde également dans les objectifs de *soft power* du parti-État.

Pour la Chine, le premier enjeu de soft power est le rayonnement de sa technologie ainsi que l'efficacité de son modèle économique au travers de la maîtrise de l'intelligence artificielle. Ainsi, sur le plan universitaire, la Chine n'est plus loin de surpasser le rival américain en nombre d'articles publiés sur l'intelligence artificielle²⁴. Les universités chinoises ouvrent également nombre de filières académiques liées à l'étude de l'intelligence artificielle. L'État chinois souhaiterait également que ses entreprises puissent obtenir la capacité à produire le meilleur algorithme et à effectuer une percée technologique dans ce domaine. Dans ce contexte, les chercheurs deviennent des objets stratégiques que Pékin souhaite attirer coûte que coûte par une stratégie nationale visant

²³ Que Joseph Nye définit dans NYE Joseph, "The Paradox of American Power" : Why the Only Superpower Can't Go it Alone" in *Politique étrangère*, n° 3-4 - 2003 - 68^e année. pp. 849-850.

²⁴ Artificial Intelligence Index 2018

à faire venir les meilleurs talents du monde en matière d'IA. La cible principale serait les étudiants américains d'origine chinoise et diplômés des grandes universités américaines. Afin de mettre en exergue les progrès faits en matière d'intelligence artificielle, la propagande du PCC est là encore mobilisée, comme lors de la présentation du journal télévisé de l'agence Xinhua par un robot doté d'intelligence artificielle en 2018²⁵.

Toutefois, le développement de l'intelligence artificielle par les entreprises chinoises et l'État central est à double tranchant. En effet, la Chine s'offre déjà une mauvaise réputation en faisant la propagande d'une l'intelligence artificielle au service d'une course à l'armement sans limites ou d'un contrôle social fort. Tous ces faits révulsent déjà l'opinion mondiale et paradoxalement, plus le parti-État est innovant dans ces technologies, plus il perd en attractivité.

L'IA : UN ENJEU STRATÉGIQUE DANS LA RIVALITÉ SINO-AMÉRICAINE

« Celui qui maîtrisera l'intelligence artificielle sera le maître du monde » avait affirmé le président russe Vladimir Poutine en 2017, insinuant ainsi que l'État qui atteindrait le plus haut niveau de maîtrise de cette technologie posséderait un avantage stratégique sur les autres pays. L'intelligence artificielle est donc aussi un enjeu de puissance pour la Chine qui souhaite rivaliser avec la puissance américaine. Ainsi, l'ancien patron de Google, Eric Schmidt, prévient que la Chine pourrait prendre une avance significative dans le développement de l'intelligence artificielle d'ici à 2022 et que les États-Unis pourraient perdre cette bataille face à celle-ci²⁶.

La course à l'intelligence artificielle : une bataille inter étatique entre deux modèles économiques ?

Il existe donc une véritable course au développement de l'intelligence artificielle entre les puissances, mais surtout entre Washington et Pékin, qui disposent des moyens réels pour

²⁵ « Le premier présentateur de nouvelles utilisant l'IA au monde fait ses débuts en Chine », *Xinhua*, 11 novembre 2018, http://french.xinhuanet.com/2018-11/08/c_137592033.htm, consulté le 2 février 2019.

²⁶ VINCENT James, « Eric Schmidt says America need to 'get its act together' in AI competition with China » in *The Verge*, 1er novembre 2017, <https://www.theverge.com/2017/11/1/16592338/eric-schmidt-google-ai-competition-us-china>, consulté le 4 mai 2019.

développer ces technologies et affirmer leur puissance dans ce domaine. Pour preuve, l'État fédéral américain va dévoiler un plan de développement de l'IA en février 2019 en réponse à Pékin. Le plan « American AI Initiative²⁷ », qui intervient peu avant les sanctions contre la marque chinoise Huawei, se situe dans la logique d'une course à l'intelligence artificielle, dans laquelle la réaction de l'État américain indique une inquiétude quant à une possible perte de sa supériorité technologique.

Dans cette course à l'innovation entre États-Unis et Chine, les firmes transnationales, et notamment les GAFAM, deviennent donc des acteurs géopolitiques à part entière puisque celles-ci disposent en réalité d'une puissance égale voire supérieure à certains États. Mais face aux GAFAM, les BHATX chinois montent en puissance. Ainsi, Lee Kai-Fu, estime que ce sont quatre entreprises américaines (Google, Facebook, Amazon et Microsoft) aux côtés de trois entreprises chinoises (Baidu, Alibaba et Tencent) dans le domaine numérique et de l'intelligence artificielle qui pourraient faire la prochaine percée majeure en matière d'intelligence artificielle notamment grâce à leurs investissements dans la recherche et le développement²⁸. Mais les GAFAM « mènent la danse stratégique²⁹ » puisqu'elles restent dominantes dans des secteurs technologiques clés comme l'industrie de semi-conducteurs. Les États-Unis possèdent également 1763 centres de données contre 78 pour la Chine. Mais l'État chinois est dans une politique de rattrapage et il gagne du terrain puisqu'il dispose par exemple actuellement du plus grand nombre de super ordinateurs, outils fondamentaux pour le traitement des données, avec un total de 227 appareils. Sur le plan financier, les entreprises américaines restent en position hégémonique, loin devant la Chine, que ce soit en termes de capitalisation boursière ou en chiffre d'affaires cumulé puisqu'en 2017, les GAFAM ont engendré 648,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires contre 164,9 milliards de dollars pour les BHATX³⁰.

Derrière l'affrontement transnational entre GAFAM et BHATX, on retrouve également la confrontation de deux modèles de développement économique. Et ce ne sont finalement pas les entreprises qui seront la clé dans le développement de l'intelligence artificielle,

²⁷ « American AI Initiative », février 2019, <https://www.whitehouse.gov/ai/>

²⁸ LEE Kai-Fu, *AI Superpowers, China, Silicon Valley and the New World Order*, New York, Houghton Mifflin Harcourt Publishing Company, 2018 p.142

²⁹ THIBOUT Charles, « L'intelligence artificielle est-elle un outil de soft power ? », dans *Chronik*, mars 2019

³⁰ Idem.

mais bien les stratégies étatiques qui font des entreprises évoluant dans le domaine de l'intelligence artificielle leurs outils stratégiques. L'État chinois et l'État américain ont ainsi tous deux orienté les stratégies de leurs entreprises, même privées, surtout lorsque celles-ci concernent la sécurité de l'État. Ainsi, les GAFAM n'auraient pu émerger sans le soutien direct ou indirect de l'État fédéral américain³¹.

Aux États-Unis, il n'y a finalement pas de réelle stratégie nationale sur le plan de l'intelligence artificielle. En outre, dans une logique néolibérale où l'État fédéral intervient peu dans le domaine économique, les GAFAM restent les acteurs principaux de l'intelligence artificielle sur le territoire américain, mais leurs intérêts idéologiques, économiques, politiques et commerciaux ne convergent que très rarement vers les intérêts de l'État fédéral américain³². Tandis qu'en Chine, la géoéconomie est devenue le domaine privilégié de l'État et ce dernier oriente et contrôle les entreprises nationales et privées en fonction de l'intérêt public. Pour exemple, les patrons de Baidu (Robin Li ou Li Yanhong), Alibaba (Jack Ma ou Ma Yun) et Tencent (Pony Ma ou Ma Huateng) sont ainsi des membres haut placés du PCC, qui ont été chargés de sécuriser l'Internet par le gouvernement central.

En somme, le modèle chinois est un modèle de planification, un modèle dirigiste, dans lequel le parti-État coordonne le développement économique et technologique en gardant la mainmise sur les orientations stratégiques³³. Le développement de l'intelligence artificielle pointe donc vers une compétition entre les deux modèles économiques que sont le capitalisme d'État à la chinoise et le néolibéralisme américain. D'autant plus que la puissance chinoise a l'ambition d'imposer ses normes dans le domaine de l'intelligence artificielle et des technologies émergentes.

Ce qui pourrait être déterminant à l'issue de cette bataille sino-américaine pour l'intelligence artificielle est le futur niveau de coopération entre les GAFAM et l'État fédéral américain. Si, pour l'instant, les entreprises américaines, devenues trop puissantes

³¹ Ce soutien prenant la forme de contrats publics colossaux comme celui signé par Google et l'État fédéral américain en 2010.

³² Ibid.

³³ THIBOUT Charles. « La compétition mondiale de l'intelligence artificielle », *Pouvoirs*, vol. 170, no. 3, 2019, pp. 131-142.

sont presque «apatrides³⁴» et ne servent donc pas les intérêts de l'État fédéral, ces dernières pourraient passer sous contrôle étatique, devenant ainsi un outil géoéconomique pour l'État fédéral américain qui a désormais pour objectif d'endiguer la montée en influence et en puissance des BHATX comme l'illustrent les sanctions envers la marque chinoise Huawei.

Huawei, un catalyseur des tensions sino-américaines

En décembre 2018, l'arrestation à Vancouver sur ordre de la justice américaine de la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, fille du fondateur de Huawei Ren Zhengfei, représente le point de départ d'une véritable escalade dans la rivalité sino-américaine. En rétorsion, la justice chinoise a annoncé alors la condamnation à mort d'un Canadien impliqué dans un trafic de stupéfiants et la mise en détention immédiate d'un ancien diplomate canadien. L'administration Trump considère alors que ces condamnations sont en réalité une rétorsion diplomatique de l'État chinois envers le Canada, où a eu lieu l'arrestation de la directrice financière de Huawei. Le 17 mai 2019, l'entreprise chinoise Huawei est placée sur une liste noire lui interdisant de se procurer les composants électroniques américains essentiels à sa production de matériel électronique et à son expansion économique. Fin mai 2019, Google se voit interdire de fournir à Huawei son système d'exploitation Android, nécessaire au bon fonctionnement de ses téléphones. Ces sanctions contre Huawei s'inscrivent dans la guerre commerciale entre États-Unis et Chine qui a débuté en 2018. L'entreprise chinoise Huawei se retrouve donc au cœur d'une rivalité sino-américaine qui s'exprime sur les plans diplomatique, commercial, idéologique.

³⁴ THIBOUT Charles, « L'intelligence artificielle est-elle un outil de soft power ? », dans *Chronik*, mars 2019.

HUAWEI : LA MENACE D'UNE MONTÉE EN PUISSANCE CHINOISE DANS LE DOMAINE TECHNOLOGIQUE

L'entreprise chinoise Huawei, née en 1987 à Shenzhen, représente une réussite entrepreneuriale, économique et commerciale à part entière. Pur produit du capitalisme à caractère socialiste, l'entreprise fondée par Ren Zhengfei, représente un « miracle économique³⁵ » qui symbolise également le passage du *made in China* au *made by China* puisque depuis sa création, elle a atteint le premier rang mondial dans les télécommunications et le deuxième rang sur le marché de la téléphonie³⁶. Sa stratégie commerciale est centrée sur une innovation constante. Avec 13,8 milliards de dollars dépensés dans la recherche, 14 centres de recherche et de développement dans le monde et une équipe de 80 000 ingénieurs, Huawei possède des capacités de recherche considérables dans le domaine de l'intelligence artificielle et des technologies de communication puisqu'en 2018 c'est l'entreprise qui a déposé le plus de brevets dans le monde, dont 90 % concernent ces nouvelles technologies³⁷. L'entreprise de Ren Zhengfei s'est imposée comme le premier fournisseur d'équipements de télécommunications au monde en vendant principalement des antennes, des stations de base et des plateformes, des solutions de *cloud* à distance. Résultat, l'entreprise à la fleur est en position dominante sur le marché de la 5G, technologie déterminante dans le développement de l'intelligence artificielle.

Vue de Washington, la force de frappe économique de Huawei ainsi que sa suprématie technologique dans le domaine des infrastructures de réseaux font de l'entreprise chinoise une manifestation concrète de la menace chinoise. Huawei est en réalité « l'exemple le plus abouti du dépassement de la technologie occidentale³⁸ » par une entreprise chinoise. C'est également un exemple réussi du complexe militaro-industriel chinois puisque l'entreprise n'aurait pu naître ni se développer sans l'aide et le soutien du parti-État. La firme chinoise est aussi la démonstration concrète du *soft power* chinois

³⁵ BAVEREZ Nicolas, « Huawei, le nouvel art de la guerre », *Le Point*, 7 février 2019.

³⁶ Ses *smartphones* concurrencent ceux de Samsung et dépassent ceux de Apple avec 200 millions d'appareils vendus en 2018.

³⁷ GERNELLE Étienne, GRALLET Guillaume, « Le nouveau monde, c'est lui ! », *Le Point*, juillet 2019, <https://journal.lepoint.fr/le-nouveau-monde-c-est-lui-2322419>, consulté le 9 juillet 2019.

³⁸ BAVEREZ Nicolas, « Huawei, le nouvel art de la guerre », *Le Point*, 7 février 2019.

dans le domaine technologique, puisqu'elle a vendu en 2018 plus de smartphones que l'américain Apple et que la marque séduit partout où elle est implantée.

Pour toutes ces raisons, l'entreprise de Ren Zhengfei est devenue la cible privilégiée de Washington, qui la considère comme une menace stratégique de par sa domination dans les infrastructures de réseaux de cinquième génération (5G), avec une avance technologique de trois années sur ses concurrents. L'enjeu de la 5G est tel que Washington en a fait un *casus belli* dans sa stratégie à l'encontre de l'entreprise chinoise qui vise en réalité l'État chinois. Considérant que la 5G va grandement améliorer la connectivité du monde et les progrès en matière d'IA, une note du National Security Council à destination du président Trump martèle ainsi que « les réseaux sont devenus un terrain de compétition » et que « la Chine domine ce terrain, car elle a achevé une position hégémonique dans les infrastructures des réseaux » et que « celui qui dominera la 5G sera dominant dans le secteur de l'Internet des Objets, de l'intelligence artificielle³⁹ ». Cette note, qui a fuité courant 2019, conclut que si les États-Unis n'agissent pas, la Chine pourrait « gagner militairement, économiquement, politiquement⁴⁰ » sur le long terme. En achevant une position dominante dans le secteur de la 5G, l'entreprise à la fleur a ainsi créé une dépendance à la technologie chinoise dans tous les pays où elle est implantée, notamment grâce à sa politique de compétitivité qui lui permet de soutenir des prix assez bas. En France par exemple, Huawei installe et contrôle déjà la grande majorité des infrastructures de réseaux.

Le gouvernement américain prend conscience que la stratégie chinoise de développement technomilitaire, fermement encadrée par le PCC, pourrait être plus efficace que sa propre stratégie néolibérale et Huawei en est l'illustration parfaite. L'entreprise Huawei symbolise cette peur de voir une entreprise chinoise dépasser les États-Unis sur leur propre terrain, celui de la technologie. Derrière les sanctions commerciales et économiques contre la marque, la politique étrangère américaine se focalise en réalité sur un endiguement de la montée en puissance technologique chinoise que matérialise Huawei comme le montre l'interdiction récente pour Huawei d'exploiter le système

³⁹ « Secure 5G : The Eisenhower National Highway System for the Information Age », National Security Council of the United States of America, <https://docs.house.gov/meetings/IF/IF16/20180130/106810/HHRG-115-IF16-20180130-SD1011-U1011.pdf>, 2017, consulté en mai 2019.

⁴⁰ Idem.

d'exploitation Android développé par Google. Pour Washington, il s'agit en réalité de freiner, voire de stopper, la croissance d'une entreprise qui menace la sécurité américaine en usant de tous ses leviers de puissance : extraterritorialité du droit américain, embargo commercial, pression diplomatique.

Huawei : un outil d'influence et de puissance pour le parti-État ?

L'entreprise fondée par Ren Zhengfei est également une parfaite synthèse des trois objectifs du parti-État en matière d'intelligence artificielle, à savoir surveillance, croissance et puissance. Surveillance, car Huawei est accusée d'être la pierre angulaire d'un système de surveillance au profit de l'État chinois⁴¹. Croissance, car la firme chinoise a dépassé certaines entreprises américaines et européennes sur le plan des infrastructures de réseaux et de la téléphonie. Puissance, car la firme chinoise collabore de près avec l'État chinois et que Washington accuse celle-ci d'être un outil d'influence de la Chine qui pourrait potentiellement lui donner une forme de contrôle sur les communications partout où elle est implantée.

Huawei illustre par ailleurs la nature des liens entre le pouvoir central chinois et ses entreprises privées. La marque chinoise s'est forgée grâce au marché domestique et aux grands contrats publics puisque dans les années 2000, la montée en puissance de la firme chinoise se fait grâce à un soutien étatique important que l'on estime à hauteur de 10 milliards de dollars au total. En outre, l'entreprise Huawei aurait gardé des liens avec l'APL encore aujourd'hui. Ainsi, il y aurait eu plus d'une dizaine de projets de recherche et de développement avec plusieurs départements de l'APL et notamment avec la Commission militaire centrale⁴². Dans un rapport publié en avril 2019, Donald Clarke et Christopher Balding ont montré les liens entre Huawei et le régime en place, affirmant après une analyse des statuts juridiques de la société chinoise, que Huawei serait « sous

⁴¹ Le géant des télécommunications chinois qui a bâti le réseau de l'Union africaine est soupçonné d'avoir intercepter et transférer toutes les données dans l'enceinte de l'UA vers une base de données située à Shanghai entre 2012 et 2017 dans « À Addis-Abeba, le siège de l'Union africaine espionné par Pékin », *Le Monde*, 26 janvier 2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/26/a-addis-abeba-le-siege-de-l-union-africaine-espionne-par-les-chinois_5247521_3212.html, consulté le 4 mai 2019.

⁴² « Huawei personnel worked with China's military on a variety of research project », *South China Morning Post*, 27 juin 2019, consulté le 27 juin 2019.

contrôle étatique et même possédée par l'État⁴³ ». Huawei n'est donc pas une entreprise apatride contrairement aux GAFAM puisque celle-ci serait totalement sous contrôle étatique. Huawei, comme les autres BHATX, serait donc un outil géoéconomique pour Pékin dans sa stratégie de guerre asymétrique pour affaiblir les États-Unis sur le plan des infrastructures de réseaux, indispensables au développement futur de l'intelligence artificielle.

Ainsi, si la domination du marché de la 5G par Huawei se retrouve au cœur de la confrontation technologique entre Chine et États-Unis, c'est parce que le sujet cristallise des risques majeurs dans le domaine de la sécurité. En effet, Washington fait face à une potentielle érosion de sa domination dans le domaine de la surveillance mondiale puisque la communauté de renseignement américaine a accusé l'entreprise chinoise d'être le cheval de Troie de l'État chinois qui aurait permis à la Chine de déployer des systèmes d'écoute et de surveillance dans des secteurs géographiques stratégiques. Les ingénieurs de Huawei auraient la capacité de créer des portes dérobées et de transférer toutes les données récoltées vers la Chine. Le lien entre Huawei et les services de renseignement chinois serait d'ailleurs avéré puisque certains employés sont aussi des agents du ministre de la Sécurité d'État ou de l'APL⁴⁴. Plus concrètement, Huawei ne fournirait pas de garantie de sécurité au sujet de potentiels interceptions et transferts de données vers les appareils de sécurité chinois, car l'entreprise pourrait, sous ordre de l'État chinois, interrompre totalement ou partiellement les réseaux ce qui engendrerait de potentielles conséquences désastreuses sur un pays en cas de conflit.

En conséquence, la communauté de renseignements américaine a averti ses alliés au sein du réseau de surveillance *Five Eyes* des liens entre l'État chinois et Huawei. Les États-Unis usent alors de la force de l'extraterritorialité du droit américain et du poids de leur diplomatie pour convaincre ses partenaires de placer l'entreprise chinoise sur liste noire et de se passer des produits de Huawei. La politique extérieure américaine s'empresse d'endiguer la montée en puissance de Huawei et de couper son influence dans les pays où

⁴³ « It makes sense to think of it as state state-controlled and even state-owned » dans BALDING Christopher, CLARKE Donald, « Who owns Huawei ? », 17 avril 2019.

⁴⁴ « Huawei staff CVs reveal alleged links to Chinese intelligence agencies » dans The Telegraph, le 5 juillet 2019, <https://www.telegraph.co.uk/news/2019/07/05/huawei-staff-cvs-reveal-alleged-links-chinese-intelligence-agencies/>, consulté le 5 juillet 2019.

elle est installée. Car l'enjeu pour Washington est de demeurer l'hégémon en matière de collecte et de traitement de renseignements, et Huawei est perçu comme un outil du parti-État menaçant cette hégémonie. Huawei est ainsi l'objet de tensions entre la Chine de Xi Jinping et le monde euroatlantique puisqu'une grande majorité des pays alliés des États-Unis restent divisés. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon ont suivi les recommandations américaines tandis que l'Allemagne, la Grande-Bretagne, pilier du réseau Five Eyes ainsi que la France seraient sur le point, à rebours des précautions américaines, d'accepter la construction de leur réseau 5G par Huawei.

Les enjeux entourant la firme Huawei pointent également vers une bipolarisation du monde dans lequel les choix technologiques des pays entre Chine et États-Unis deviennent donc géostratégiques. Les différentes puissances du globe vont donc devoir « se positionner sur la rivalité sino-américaine⁴⁵ » qui s'exprime ici dans le domaine de l'IA, des infrastructures de réseaux et de communication. Il se pourrait que l'on se dirige vers une reconfiguration des relations internationales avec un partage de l'influence entre le duopole sino-américain à sa tête. Pour Nicolas Mialhe, cette logique est même déjà d'actualité puisqu'il existe déjà, selon lui, deux blocs qui concentrent toutes les richesses technologiques dans le domaine de l'IA. Deux « empires digitaux⁴⁶ » qui se partagent déjà une certaine influence sur le monde. L'affaire Huawei est finalement une première confrontation directe entre les États-Unis et la Chine sur le plan de la technologie et de l'intelligence artificielle.

CONCLUSION

Ainsi donc, l'intelligence artificielle représente pour Pékin un moyen de parvenir à ses fins de puissance. Le parti-État s'est lancé dans une course effrénée à l'innovation dans l'intelligence artificielle afin de parfaire ses objectifs de surveillance, de croissance et de puissance. L'intelligence artificielle représente également une rivalité de pouvoir supplémentaire entre Washington et Pékin. Derrière cette compétition scientifique et

⁴⁵ ALLISON Graham, *Destined for War*, New York, Mifflin Harcourt Publishing Company, 2017.

⁴⁶ MIALHE Nicolas, « Géopolitique de l'intelligence artificielle : le retour des empires ? » in *Politique étrangère*, septembre 2018.

économique, l'équilibre des forces entre GAFAM et BHATX sera déterminant. Si les GAFAM possèdent un avantage net, les BHATX tendent à rattraper leur retard comme l'illustre l'ascension fulgurante de Huawei, laissant augurer une potentielle réussite du modèle dirigiste chinois sur le modèle néolibéral américain.

Sur la scène internationale, la diplomatie chinoise tend à exporter sa vision de l'intelligence artificielle, un véritable « autoritarisme numérique⁴⁷ », en parallèle à son modèle de développement économique qui séduit de plus en plus, notamment en Afrique, en Amérique latine, mais aussi en Europe dans un monde globalement caractérisé par l'affaiblissement et le recul de la démocratie libérale. Le projet géopolitique et diplomatique des Nouvelles Routes de la Soie (Belt Road Initiative) chinoises servirait alors de plateforme afin de trouver des débouchés économiques et industriels pour ses grands champions de l'intelligence artificielle. Le sort de la future configuration du monde international se situe désormais également sur le plan du numérique et nous nous dirigeons vers un partage d'influence entre Chine et États-Unis dans le domaine du cyberspace et de l'intelligence artificielle, dans laquelle l'Europe, aux côtés d'autres régions du monde, ne peuvent que constater leur impuissance. ■

⁴⁷ GOMART Thomas, *L'affolement du monde : 10 enjeux géopolitiques*, Paris, Éditions Taillandier, 2019.

ASIA FOCUS #132

**L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, UN ENJEU STRATÉGIQUE
POUR LA PUISSANCE CHINOISE**

PAR XAVIER SEURRE / ANALYSTE GÉOPOLITIQUE SUR LA ZONE ASIE PACIFIQUE ET L'ÉMERGENCE DES TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION EN CHINE, CONSEILLER SCIENTIFIQUE POUR UN DOCUMENTAIRE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LE MONDE ET EN CHINE DIFFUSÉ EN 2020 SUR LA CHAÎNE AUDIOVISUELLE ARTE, AUTEUR D'UN MÉMOIRE SUR « L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR LA PUISSANCE CHINOISE ».

FÉVRIER 2020

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue. courmont@iris-france.org — emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org